Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 21 MAI 1839.

RAPPORT fait par M. DEMONCEAU, au nom de la section centrale chargée de l'examen du projet de loi relatif à la réorganisation des conseils provinciaux du Limbourg et du Luxembourg (1).

MESSIEURS,

Le traité de paix nous enlève une grande partie des provinces du Limbourg et du Luxembourg; force est donc de modifier la composition primitive des conseils provinciaux, pour laisser à chaque conseil un nombre de membres suffisant pour l'administration de ces deux provinces.

Il vous est proposé d'adopter pour l'une et l'autre la proportion de la population admise pour la province de Namur, c'est-à-dire, de nommer un conseiller par 5,000 habitants, avec cette ajoute, toutefois, que dans les cantons où la population excéderait de moitié le chiffre de 5,000, il y aurait un conseiller de plus, et qu'en tous cas, chaque canton élirait un conseiller au moins.

Tel est le but de l'art. 1^{er} du projet de loi présenté par le gouvernement.

Cette disposition n'a rencontré aucune opposition dans vos sections, ni au sein de la section centrale, et celle-ci vous en propose l'adoption.

L'art. 2 réduit à quatre le nombre des membres de la députation permanente.

Les 2^e, 4^e, 5^e et 6^e sections ne l'adoptent pas; les 1^{re} et 3^e l'admettent.

(1) La section centrale était composée de MM. RAIKEM, *président*, ZOUDE, LEJEUNE, LECREPS, METZ, DE LANGHE, et DEMONCEAU, *rapporteur*.

Les motifs qui militent en faveur du rejet de cet article sont développés dans les avis émis par les députations des conseils provinciaux, annexés au projet de loi.

La section centrale a admis cette suppression par cinq voix ; deux membres se sont abstenus.

Nous avons pensé, Messieurs, qu'il n'existait pas des motifs suffisants pour établir une distinction entre les provinces du Limbourg et du Luxembourg et les autres provinces du royaume ; que si la population est réduite, l'étendue du territoire est encore assez importante pour exiger souvent le déplacement de plusieurs membres de la députation, ce qui rendrait parfois l'administration plus difficile, et qu'enfin, dans l'état actuel de notre législation, les députations ont des attributions en matière électorale et de milice et de garde civique surtout, qui semblent exiger le maintien de l'art. 96 de la loi provinciale aussi bien pour les provinces dont s'agit que pour les autres provinces du royaume.

Par l'art. 3 du projet, le gouvernement serait autorisé à dissoudre les conseils provinciaux actuels. Cet article a été admis sans objections par les 1^{re}, 3^e, 4^e, 5^e et 6^e sections, et rejeté par la 2^e. Au sein de la section centrale il y a eu discussion sur ce point. Ceux qui croient que la mesure proposée n'est pas nécessaire, disent :

« La dissolution des conseils provinciaux est une mesure extrême que l'on » doit éviter, s'il se présente un moyen de donner une position régulière aux » conseils actuels. La dissolution s'écarte de l'esprit de la loi provinciale ; elle » froisserait les droits acquis de tous les conseillers actuels qui ont reçu un » mandat déterminé sous l'égide de cette loi ; il ne s'agit pas de réduire, mais » au contraire d'augmenter le nombre des conseillers ; il serait donc possible » d'éviter la dissolution en consacrant le principe d'une élection supplémen- » taire de conseillers pour un ou trois ans, en faisant coïncider la durée de » leur mandat avec l'époque de sortie des cantons auxquels chacun des con- » seillers supplémentaires appartiendrait, ou d'autoriser les conseils à régula- » riser la sortie par moitié. »

Ceux qui pensent ne pouvoir éviter la dissolution, répondent :

« La loi provinciale, il est vrai, ne permet pas au gouvernement de pro- » noncer la dissolution des conseils provinciaux, mais la législature est libre » de déroger au principe consacré par cette loi, surtout en cette circonstance. » Il faut bien le reconnaître, le démembrement des provinces du Limbourg » et du Luxembourg est plutôt le résultat de la force majeure que d'une » volonté entièrement libre. Oter à quelques conseillers provinciaux des droits » qu'ils peuvent recouvrer au moyen d'une réélection, n'est rien en compa- » raison de la cession du territoire. Une élection supplémentaire de conseillers » ne peut parer aux inconvénients d'une réélection totale ; celle-ci est même » préférable, en ce sens que, dans pareille circonstance, les électeurs sont » toujours plus nombreux ; elle est nécessaire, car que ferait-on pour les » députations qui sont nommées pour quatre années ? Faudrait-il maintenir

» les membres actuels de ces députations jusqu'à la fin de leurs mandats?
» Mais alors ce serait imposer aux nouveaux conseillers, des mandataires ou
» délégués, ce que l'on ne doit pas admettre, lorsque l'on considère que les
» députations des conseils provinciaux sont une émanation du choix libre de
» tous les membres des conseils. »

Ces observations ont engagé quatre membres de la section centrale à voter pour l'article; un a voté contre, deux membres se sont abstenus.

L'art. 4 a été adopté comme conséquence de l'article précédent, par les sections et par la section centrale.

Les art. 5 et 6 sont adoptés sans observations.

La section centrale propose ainsi l'adoption du projet de loi tel qu'il a été présenté, moins l'art. 2 dont elle propose le retranchement.

Le rapporteur,

DEMONCEAU.

Le président,

RAIKEM.